



**PRÉFET
DE L'EURE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**MARCHE DE LA DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES
TERRITOIRES ET DE LA MER DE L'EURE**

**ÉLABORATION DU PLAN DÉPARTEMENTAL DE PROTECTION DES
FORÊTS CONTRE LES INCENDIES (PDPFCI) DE L'EURE (2027-2037)**

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIÈRES
(CCAP)**

MARCHE PUBLIC A PROCÉDURE ADAPTÉE

(passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique)

MARCHE PONCTUEL n°DDTM27 - 2025 - 01

Objet de la consultation

Le marché porte sur l'Élaboration du plan départemental de protection des forêts contre les incendies (PDPFCI) de l'Eure. La durée prévue du plan est de 10 ans, de 2027 à 2037.

Pouvoir adjudicateur

Direction Départementale des Territoires et de la Mer
1, avenue du Maréchal Foch
CS20018
27020 ÉVREUX Cedex

Personne signataire du marché

Monsieur Le directeur départemental des territoires et de la Mer de l'Eure, l'arrêté préfectoral DCAT-SJIPE-2024-120 du 18 novembre 2024 portant délégation de signature au Directeur Départemental des Territoires de l'Eure , François LANDAIS, ordonnateur secondaire délégué

ARTICLE 1. OBJET DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 2. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	3
2.1 Durée du marché.....	3
2.2 Procédure	3
2.3 Forme du marché.....	3
2.4 Allotissements.....	3
ARTICLE 3. PIÈCES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ.....	3
ARTICLE 4. MODALITÉS D'EXÉCUTION FINANCIÈRE.....	3
ARTICLE 5. CLAUSE DE RÉEXAMEN.....	4
ARTICLE 6. PRESTATIONS SIMILAIRES.....	4
ARTICLE 7. LE PRIX.....	4
7.1 Contenu du prix.....	4
7.2 Forme du prix.....	4
7.3 Actualisation du prix.....	4
ARTICLE 8. AVANCE.....	4
ARTICLE 9. ACOMPTE.....	5
ARTICLE 10. RÈGLEMENT DES PRESTATIONS.....	5
10.1 Mode de transmission des factures.....	5
10.2 Délai de paiement et intérêts moratoires.....	5
ARTICLE 11. PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	6
ARTICLE 12. PÉNALITÉS.....	6
12.1 Pénalité de retard.....	7
12.2 Pénalité pour travail dissimulé.....	7
12.3. 11.3 Autres pénalités.....	8
ARTICLE 13. DISPOSITIONS DIVERSES.....	7
13.1 Assurance.....	7
ARTICLE 14. RÉSILIATION.....	8
14.1 Résiliation totale ou partielle du marché.....	8
14.2 Exécution aux frais et risques.....	8
ARTICLE 15. DIFFÉRENDS ET LITIGES.....	8
ARTICLE 16. DÉROGATION AU CCAG-PI.....	9

ARTICLE 1. Objet du marché

Le présent marché public a pour objet l'élaboration du Plan Départemental de Protection des Forêts Contre les Incendies (PDPFCI) pour le département de l'Eure.

Les prestations se dérouleront dans le département de l'Eure (27)

ARTICLE 2. Dispositions générales

2.1 Durée du marché

Le présent marché prend effet à compter de sa date de notification, pour une durée ferme de 18 mois, pour la totalité des prestations.

2.2 Procédure

Il s'agit d'un marché à procédure adaptée passé en application des articles L.2123-1 et R.2123-1 du code de la commande publique.

2.3 Forme du marché

Il s'agit d'un marché ponctuel simple à prix unitaire. Le marché est mono-attributaire.

2.4 Allotissement

Le marché public n'est pas alloté tel qu'il est prévu à l'article R.2113-11 du Code de la commande publique car son objet ne permet pas d'identifier des prestations distinctes.

ARTICLE 3. Pièces constitutives du marché

En application de l'article 4-1 du CCAG-PI, les documents contractuels constitutifs du marché sont, par ordre de priorité décroissante :

- $\frac{1}{2\pi}$ l'Acte d'Engagement et son annexe indissociable le DPGF ;
 - $\frac{1}{2\pi}$ le Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP),
 - $\frac{1}{2\pi}$ le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP) et ses annexes ;
 - $\frac{1}{2\pi}$ le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de Prestations Intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, désigné ci-après CCAG-PI ;
 - $\frac{1}{2\pi}$ le mémoire technique du titulaire ;
 - $\frac{1}{2\pi}$ les éventuels actes spéciaux de sous-traitance.
- $\frac{1}{2\pi}$ A noter, le CCAG-PI étant réputé connu par les opérateurs économiques, il n'est pas matériellement joint au dossier de consultation.
- $\frac{1}{2\pi}$ En cas de contradiction ou de différence entre les pièces constitutives du marché, ces dernières prévalent dans l'ordre où elles sont énumérées ci-dessus ;
- $\frac{1}{2\pi}$

ARTICLE 4. Modalités d'exécution financière

Le présent marché public s'exécute à prix global et forfaitaire.

ARTICLE 5. Clause de réexamen

En application de l'article R.2194-1 du code de la commande publique, des modifications par voie d'avenant au marché public pourront être apportées en cours d'exécution.

La clause prévoit que si au cours d'e l'exécution du marché des prestations supplémentaires nécessaires s'avèrent nécessaire à sa réalisation, le titulaire propose, après accord du maître d'ouvrage, un avenant détaillant les conditions de réalisation, la durée, les livrables et le prix forfaitaire de la prestation.

ARTICLE 6. Prestations similaires

En application de l'article R.2122-7 du code de la commande publique, pour la réalisation de prestations similaires à celles objet du présent marché, l'acheteur pourra passer un marché public sans publicité ni mise en concurrence préalables directement avec le titulaire du présent marché, dans la limite des trois ans suivant la notification du marché initial. Le montant cumulé de l'ensemble des prestations ne devra pas dépasser le seuil de la procédure utilisée initialement.

ARTICLE 7. Le prix

7.1 Contenu du prix

Les prix du marché comprennent tous les frais et dépenses nécessaires à l'exécution du marché et plus généralement au respect de l'ensemble des obligations souscrites par le titulaire.

Les prix du présent marché sont réputés comprendre toutes charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation, telle que décrite, ainsi que tous les frais, notamment de transport, d'hébergement ou de déplacement du personnel du titulaire, de transport ou de livraison à l'adresse indiquée par l'administration, d'éléments nécessaires à l'exécution des prestations telles qu'elles sont décrites dans le présent marché.

Sont notamment compris dans les prix :

- Les réunions, déplacements, etc. nécessaires à l'exécution des prestations ;
- La rémunération de l'équipe du titulaire ;
- Les frais de mission en cas de déplacement de l'équipe du titulaire ;
- L'utilisation d'un véhicule le cas échéant et la prise en charge des frais correspondants ;
- L'emploi de matériels et les frais afférents, (boîtes, étiquettes, marqueurs, etc.).

7.2 Forme du prix

Le marché est traité pour partie à prix forfaitaires et pour partie à prix unitaires.

Les prix du marché sont ceux figurant en annexe du présent document, établis en euros hors taxes (HT) et toutes taxes comprises (TTC).

Le taux de TVA applicable est celui en vigueur au moment du fait générateur. L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

7.3 Actualisation du prix

Le prix est ferme pour la durée du marché.

En application des articles R.2112-9 à R.2112-12 du code de la commande publique, le prix ferme fera l'objet d'une actualisation. Si le délai entre la date à laquelle le titulaire a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations est supérieure à trois mois, le prix sera actualisé. L'actualisation se fera aux conditions correspondant à une date antérieure de trois mois à la date de début d'exécution des prestations.

ARTICLE 8. Avance

Le présent marché ne prévoit aucune avance.

ARTICLE 9 : Acompte

Il est prévu le paiement d'un acompte de 50% à la fin du 3^{ème} mois suivant le début de l'étude.

Le solde de la rémunération sera versé au prestataire après validation par le maître d'ouvrage du rapport final de l'étude

ARTICLE 10. Règlement des prestations

Le règlement s'effectuera :

- par acomptes intermédiaires sur présentation de factures au fur et à mesure de l'état d'avancement des prestations
- puis le solde sur présentation des justificatifs de réalisation complète des prestations.

Chaque facture est à faire parvenir, par voie dématérialisée sous Chorus, avec copie à la DDTM sur la boîte mail : ddtm-sebf-mnfc-foret@eure.gouv.fr

La facture comporte impérativement et de manière lisible les éléments suivants :

- le nom, la raison sociale ainsi que l'adresse du titulaire,
- le détail des prestations exécutées,
- les montants HT et TTC ainsi que le taux et le montant de la TVA.

10.1 Mode de transmission des factures

– Raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système

Par transfert de fichier (en mode EDI-Echange de Données Informatisées) : Chorus Pro permet des échanges d'informations par des flux issus des système d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus Pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation.

En utilisant des web services (en mode API- Application Programming Interface) : Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers (API/web service). L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisir de factures, le suivi du traitement de factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

– Utiliser le portail CHORUS Pro accessible par internet

Adresse de connexion : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Le portail Chorus Pro permet de :

- Déposer ses factures sur le portail
- Saisir directement ses factures

Pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet à l'adresse ci-dessous :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4003>

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/?action=publicPage&uri=intranetOnePage/4210>

Pour tout renseignement, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/utilisateur?execution=e3s1/> rubrique « nous contacter »

– Autres modes de transmission

Le cas échéant, les factures pourront être établies en un seul original et envoyées à l'adresse figurant sur le bon de commande. Il est précisé que l'envoi d'une facture par courrier ne doit pas être « doublé » par une transmission électronique.

10.2 Délai de paiement et intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions des articles R.2192-10 et suivants du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum.

La date de réception de la demande de paiement ne peut faire l'objet d'un accord contractuel entre l'acheteur et son créancier.

Lorsque les sommes dues ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement conformément aux articles L.2192-1, R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage.

Les intérêts moratoires courent à compter du lendemain de l'expiration du délai de paiement ou de l'échéance prévue par le marché jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Les intérêts moratoires appliqués aux acomptes ou au solde sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, et après application des clauses d'actualisation, de révision et de pénalisation.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

ARTICLE 11. Protection des données à caractère personnel

Conformément au Règlement général relatif à la protection des données personnelles (RGPD) du 27 avril 2016, applicable depuis le 25 mai 2018, à la loi informatique et libertés du 06 janvier 1978 modifiée (loi 20/06/2018), les organismes publics et privés sont tenus de se conformer auxdits textes et tous les contrats, marchés faisant intervenir les traitements des données personnelles doivent insérer les clauses contractuelles RGPD, relatives à la gestion de ces données.

Outre la mise en œuvre des mesures techniques et organisationnelles, toutes les entreprises, prestataires, doivent se poser la question de la mise en conformité au RGPD, des services proposés ou fournis respectivement. Le recours à des tiers, prestataires dans le cadre d'achats, de prestation de service, de conseil... doivent être encadré, du moment où les données personnelles sont présentes.

De manière générale, les parties au contrat, marchés doivent identifier en amont, si la prestation concernée implique ou non l'accès aux données personnelles. Deux hypothèses retenues :

Si le prestataire concerné n'a pas vocation à traiter les données personnelles, mais pourrait de quelque manière que ce soit, consulter ou accéder aux données personnelles (contacts, identité des fournisseurs, clients, abonnés, mails...), il doit tout de même prendre des mesures de confidentialité et de sécurité relative à l'accès ou consultation des données.

Si le prestataire a vocation à traiter les données personnelles pour le compte du donneur d'ordre (Responsable de traitement), il a la qualité de sous-traitant au sens du RGPD. Par conséquent, il doit répondre aux exigences de l'article 28 du RGPD.

Quelques obligations :

- Ne traiter les données personnelles à des fins étrangères aux stipulations contractuelles,
- Notifier au RT, dans le meilleur délai, toute violation des données (perte, vol, détournement de finalité, divulgation, accès frauduleux, piratage etc.)
- S'assurer que seules les personnes autorisées ont accès aux données,
- Demander en amont, l'accord du responsable de traitement pour le recrutement d'un sous-traitant ultérieur,
- Tenir un registre des flux ou des traitements effectués pour le compte du responsable de traitement etc.

ARTICLE 12. Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités prévues au CCAG-PI s'appliquent, sauf dérogation.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Elles sont cumulables entre elles et sont indiquées en montant hors taxes.

Les pénalités sont applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable, sauf stipulation contraire.

Les délais de décompte des pénalités sont calculés en jours calendaires.

12.1 Pénalité de retard

Les délais d'exécution courent à compter de la notification du marché au titulaire.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-PI, les pénalités sont appliquées sans qu'une mise en demeure préalable ne soit nécessaire. La pénalité s'applique sur simple constat du retard.

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG PI, en cas de retard dans l'exécution des délais, l'acheteur pourra appliquer au titulaire une pénalité journalière fixée à 1/200^{ème} du montant TTC du marché.

12.2 Pénalité pour travail dissimulé

Conformément aux dispositions de la loi n°2011-525 du 17 mai 2011 de simplification et d'amélioration de la qualité du droit (article L.8222-6 du code du travail), des pénalités pourront être infligées au cocontractant s'il ne s'acquitte pas de formalités mentionnées aux articles L.8221-3 à L.8221-5 du code du travail portant sur la déclaration de l'activité de l'entreprise et la déclaration des salariés de l'entreprise. Le montant des pénalités sera de 10% du montant du contrat et ne pourra excéder celui des amendes encourues en application des articles L.8224-1, L.8224-2, L.8224-5 du code du travail.

12.3 Autres pénalités

Objet de la pénalité	Délai ou obligations non respectées	Modalité de calcul – Montant de la pénalité
Défaut de qualification des intervenants	Si l'intervenant ne dispose des qualifications exigées initialement, le Titulaire est tenu de le remplacer dans un délai de 15 jours à compter de la notification par le maître d'ouvrage	pénalité journalière fixée à 1/200 ^{ème} du montant TTC du marché passé le délai des 15 j
Retard dans la remise des livrables	Tout retard non prévu et non justifié pourra être sanctionné par une pénalité journalière	50 € HT par jour ouvré de retard

ARTICLE 13. Dispositions diverses

13.1 Assurance

Le titulaire doit justifier, avant tout commencement d'exécution du présent marché, et pour la durée de celui-ci, qu'il a souscrit une (des) police(s) d'assurance couvrant sa responsabilité, ainsi que celle de ses commettants ou préposés, à l'égard de l'acheteur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

L'acheteur se réserve le droit de demander, sans qu'aucun supplément de prix ne puisse être demandé, la souscription de garanties complémentaires s'il lui apparaissait que les risques couverts par la (les) police(s) sont insuffisant(s).

Le titulaire devra communiquer tout changement dans ces contrats d'assurance.

Conformément aux dispositions des articles précités, le marché peut être résilié de plein droit à défaut.

ARTICLE 14. Résiliation

14.1 Résiliation totale ou partielle du marché

Les dispositions du CCAG-PI s'appliquent en cas de résiliation du marché.

L'acheteur peut procéder à la résiliation partielle du marché, soit pour motif d'intérêt général donnant droit à indemnisation du titulaire, soit en raison d'une faute commise par le titulaire du marché sans indemnisation du titulaire. Il est fait application de l'article R2191-30 du code de la commande publique.

14.2 Exécution aux frais et risques

Dans le cadre d'une procédure de résiliation prononcée aux torts du titulaire, l'acheteur peut faire exécuter par un tiers les prestations prévues par le marché aux frais et risques du titulaire défaillant. Ainsi, dans le cas où la prestation facturée serait supérieure au prix du marché initialement conclu, le titulaire devrait rembourser la différence à l'acheteur.

ARTICLE 15. Différends et litiges

Le marché est conclu et exécuté de bonne foi par les parties qui s'engagent à examiner ensemble dans le plus grand esprit de concertation tout différend qui pourrait survenir quant à l'existence, l'interprétation ou l'exécution de ce contrat.

En cas d'échec des négociations directe et avant toute saisine des juridictions compétentes l'acheteur et le titulaire peuvent recourir soit au médiateur des entreprises, selon les dispositions des articles L.2197-4, R.2197-23 et R.2197-24 du code de la commande publique, soit au comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends conformément aux dispositions des articles L.2197-3 et R.2197-1 à D.2197-22 du code de la commande publique.

Le médiateur des entreprises, en tant que tierce partie sans pouvoir décisionnel, aide les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable à leur différend.

Il peut être saisi en ligne sur le site :

<https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises>

Le comité consultatif interrégional de règlement amiable des différends relatifs au marchés publics a pour mission de rechercher des éléments de droit ou de fait en vue d'une solution amiable et équitable. Il peut être saisi à l'adresse suivante :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/reglement-amiable-des-differends>

En cas de litige, les coordonnées du service auprès duquel des renseignements peuvent être obtenus concernant l'introduction des recours et de l'instance chargée des procédures de recours sont les suivantes :

Tribunal Administratif de Rouen Téléphone
: 02 35 58 35 00

Email : greffe.ta-rouen@juradm.fr

Les coordonnées de l'instance chargée des procédures de médiation sont les suivantes : Tribunal
Administratif de Rouen :
Téléphone : 02 35 58 35 00

Email : greffe.ta-rouen@juradm.fr

ARTICLE 16. Dérogation au CCAG-PI

Les articles suivants du présent CCS dérogent au CCAG-PI :

- Article 3 du CCAP déroge à l'article 4 du CCAG PI
- Article 11 du CCAP déroge à l'article 14 du CCAG PI